



L'ÉTAT ET LA CRISE BOURSIÈRE

La crise boursière actuelle due par la faillite de la banque Américaine Lehman Brothers, touche le monde entier. C'est pour cela que l'Etat Français, Européen et l'actuelle présidentielle Américaine, en font leur priorité.

Mais que pensent et proposent réellement les chefs des Etats pour résoudre cette crise ?

Des plans d'actions ont vite été organisés pour maîtriser le plus rapidement cette crise boursière.

L'Etat Français Et Le Président Sarkozy

Le président Français se voit de réagir.

En effet Mr Sarkozy a adressé une lettre à la présidente du G7 Angela Merkel, pour lui exposer ses idées sur le sujet.

Le président insiste sur la réunion d'octobre, avec la présence des ministres des affaires étrangères.

Ainsi ces derniers pourront faire un rapport des événements actuels.

Cependant, Monsieur Sarkozy reste optimiste sur la capacité des économistes à redresser la crise « *Je suis convaincu que ces mouvements de marché ne*

sauraient affecter durablement la croissance de nos économies, qui est robuste ».

Le président met aussi un point d'honneur à rappeler la grande vigilance de la transparence des marchés « *il me paraît de notre responsabilité de chefs d'Etat et de gouvernement de tirer dès à présent les conséquences et les enseignements des événements qui affectent les marchés. Il me semble en effet essentiel que nous veillions à la transparence du fonctionnement des marchés.*

Pour résoudre cette crise boursière, un plan d'action a été établi.

En effet, l'Etat français et Monsieur Sarkozy prévoient un soutien de 360 milliards d'euros pour le système bancaire.

Il est assuré qu'en aucun cas les contribuables seront affectés par ce coût.

"*La garantie de l'Etat doit servir à réamorcer la pompe du crédit*" et non à favoriser "une thésaurisation par précaution", affirme Monsieur Sarkozy.

« *Cette garantie sera donc payante à un prix normal du marché. Elle aura pour contrepartie la signature d'une convention fixant les*

obligations des établissements bénéficiaires". "Ces obligations porteront d'abord sur l'éthique, notamment sur la question des rémunérations", ajoute le Président.

L'Etat sera donc seul actionnaire d'une société publique afin de fournir des fonds propres aux établissements bancaires.

L'Etat Européen

Les dirigeants des Etats Européens ont rejoint la France dans son plan d'action financier pour aider la crise boursière.

En effet, l'Allemagne précédemment en désaccord avec La France a changé d'avis pour une meilleure maîtrise en force du problème.

Elle investit 480 milliards d'euros pour son plan d'action en aide aux banques.

« Le plan gouvernemental, qui devrait être adopté vendredi par les députés et entrer en vigueur immédiatement, après signature par le président Horst Köhler, prévoit une garantie de 400 milliards d'euros sur les prêts interbancaires et 80 milliards d'euros pour recapitaliser les instituts en difficulté, a indiqué la

chancelière Angela Merkel. »

Les banques aidées seront contraintes à une surveillance de la part de l'Etat.

L'Italie et l'Espagne suivent aussi le plan d'action en aide aux banques.

Les prévisions de la France de l'Allemagne et de la Grande Bretagne sont le double de ce que met l'Américain pour résoudre cette crise.

« Les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro se sont engagés à venir en aide à leurs banques en difficulté sous forme de garanties de leur dettes et d'injection de capital là où cela s'avère nécessaire. »

*L'Etat Américain,
Les Pensées Du Démocrate
Obama*

Les candidats à la présidentielle Américaine ont bien compris que le sujet de l'économie et de la crise boursière est devenu principal chez les Américains. Pour répondre

à cela, Obama accuse les huit années de présidence de Bush pour expliquer la crise boursière qui se passe actuellement.

Pour Obama la priorité principale est de stabiliser les marchés immobiliers.

Obama a l'avantage sur son adversaire McCain face à cette crise. En effet ce dernier a récemment déclaré avoir peu de connaissance en la matière.

Cette révélation voit sa répercussion dans les sondages, où l'on peut constater que 47 % des Américains font plus confiance en Obama pour résoudre les problèmes économiques actuels.

Obama «prévoit un grand discours de politique économique axé sur ses mesures destinées à sortir les classes moyennes du marasme. »

*Les pensées du républicain
McCain*

Mccain prévoit quant à lui une réforme de Wall Street. Il insiste sur le fait que l'économie est pour lui

« solide ». Pour sa part, la crise n'est pas la faute des Américains. Les coupables sont « *les intérêts particuliers, la cupidité, l'irresponsabilité et la corruption qui ont miné le dur labeur des Américains* ».

C'est pour cela qu'il « s'est réjoui lundi que l'Etat n'ait pas injecté l'argent du contribuable pour renflouer Lehman Brothers ».

Tout comme Sarkozy, McCain vise avant tout la transparence des marchés. En conséquence il souhaite travailler avec un réseau d'agences de régulation et ainsi leur donner des pouvoirs plus larges.

Le candidat McCain prévoit pour la dernière ligne droite des élections présidentielles, une « baisse d'impôts pour les investisseurs, afin de donner un coup de fouet à l'économie. »

Il annonce aussi un plan de sauvetage pour tous les immobiliers contraints et menacés aux saisies.

Sources :

*http://www.lejdd.fr/cmc/politique/200733/sarkozy-fait-la-lecon-a-merkel_46613.html

*<http://www.france24.com/fr/20080916-obama-mccain-crise-boursiere-etats-unis-wall-street-lehman-brothers>

*http://www.lejdd.fr/cmc/elections-americaaines-2008/200838/obama-mccain-etat-ou-marche_149461.html

*<http://news.fr.msn.com/eco/article.aspx?cp-documentid=10119151>

*<http://news.fr.msn.com/eco/article.aspx?cp-documentid=10120795>